

Rapport de gestion

Le 8 février 2018

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, publié le 8 février 2018. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non définies par les IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP [États-Unis]), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem)].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 8 février 2018, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui soutiendront nos hypothèses à l'égard du nombre de clients et des produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- Des retards dans la mise en œuvre des systèmes et plateformes de technologies requis pour soutenir les activités commerciales de la Société ou l'incapacité de les mettre en œuvre.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- Le ralentissement du secteur immobilier ou des changements au sein de celui-ci.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté » et la « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement définies par les IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 36 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, soit les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés de résultat de Pages Jaunes Limitée, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, tels qu'ils sont présentés dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement d'une entreprise. Veuillez vous reporter à la section 1, *Activités et services offerts aux clients*, pour un rapprochement des acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, avec les dépenses d'investissement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation présentés dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés des flux de trésorerie, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils reflètent la capacité de la Société à générer un bénéfice en trésorerie de même que les flux de trésorerie nets disponibles pour le remboursement de la dette, les acquisitions ou d'autres activités, comme le rachat d'actions ou les dividendes. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Se reporter à la section 4, *Flux de trésorerie disponibles*, pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

Dette nette

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débentures échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés de la situation financière. Se reporter à la section 3, *Situation de trésorerie et sources de financement*, pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte environ 650 professionnels dévoués, offre notre gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 229 000 PME. De plus, la Société continue d'améliorer sa proposition de valeur aux entreprises locales en leur offrant des solutions SaaS (logiciel-service) ainsi que des produits de gestion des relations avec les clients. Pages Jaunes offre aux propriétaires de restaurants, par l'intermédiaire du système de gestion des réservations de Bookenda, une solution complète qui leur permet de gérer efficacement les réservations et les commandes, d'accroître leur visibilité sur le marché et de favoriser la fidélisation des clients, le tout à prix concurrentiel. La Société a signé un contrat de licence exclusif avec MyTime pour revendre la solution au Canada. MyTime est une plateforme infonuagique de commerce tout-en-un qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales.

Le secteur Agence de la Société offre des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Mediactive exploite un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays. Mediactive fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettent de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles acquise en mars 2016, facilite l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise

d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Avec Totem, Pages Jaunes offre la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales. Le secteur Agence permet à Pages Jaunes de s'établir en tant qu'agence de publicité nationale fixe et mobile.

Le secteur Immobilier de la Société offre aux propriétaires de maison du Canada des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves de même que des inscriptions immobilières publiées à l'échelle locale. Il répond aux besoins des clients du marché immobilier canadien grâce à ses filiales DuProprio/ComFree (« DPCF ») et Pages Jaunes Immobilier. Par le biais de DPCF, la Société offre aux propriétaires de maison des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse, ce qui positionne Pages Jaunes comme un chef de file du marché immobilier interconsommateurs canadien. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF. Diverses initiatives sont actuellement mises en place pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

Le secteur Autre de Pages Jaunes offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues qui génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Médias de PJ

Les médias de PJ, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- DuProprio/ComFree – le site immobilier numérique dominant au Québec à l'heure actuelle et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

Principales données analytiques

Le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique dépend du maintien et de la croissance de nos produits tirés des médias et solutions numériques, de notre clientèle et de la rentabilité globale. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 2,3 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 543,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ce qui représente 72,8 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 184,0 M\$, ou 24,7 %, des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 235,2 M\$, ou 28,8 %, des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société était de 229 000 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 241 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul net de 12 500 clients d'un exercice à l'autre, par rapport à une baisse nette de 3 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Total des visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 644,9 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit une hausse par rapport à 464,8 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable à la syndication des inscriptions et du contenu par Pages Jaunes au sein des médias numériques de PJ ainsi qu'au solide réseau de partenaires de la Société. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411 et Bookenda et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement se chiffrait à 125,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 179,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Données analytiques sur la clientèle¹

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Nombre de clients	229 000	241 500
Nouveaux clients nets	(12 500)	(3 500)
Produits moyens par client	2 488 \$	2 689 \$

¹ Secteur PJ seulement.

Dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2017	2016
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8 670 \$	10 740 \$	37 297 \$	50 787 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13 018	9 296	30 412	12 719
Moins : avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	(5 892)	(7 605)	(9 094)	(8 145)
Dépenses d'investissement	15 796 \$	12 431 \$	58 615 \$	55 361 \$

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2017 par rapport à 2016 et à 2015. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies aux pages 3 et 4 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Produits	745 852 \$	817 979 \$	829 771 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	183 985 \$	235 191 \$	260 687 \$
Marge sur BAIIA ajusté	24,7 %	28,8 %	31,4 %
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032 \$	600 000 \$	– \$
(Perte nette) bénéfice net	(589 327) \$	(403 705) \$	61 055 \$
(Perte) bénéfice de base par action	(22,32) \$	(15,23) \$	2,29 \$
Dépenses d'investissement	58 615 \$	55 361 \$	75 421 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	125 370 \$	179 830 \$	185 266 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	115 344 \$	158 113 \$	197 566 \$
Flux de trésorerie disponibles	47 635 \$	94 607 \$	122 145 \$

Produits
(en millions de dollars canadiens)

2017		745,9 \$
2016		818,0 \$
2015		829,8 \$

BAIIA ajusté
(en millions de dollars canadiens)

2017		184,0 \$
2016		235,2 \$
2015		260,7 \$

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

2017		125,4 \$
2016		179,8 \$
2015		185,3 \$

Flux de trésorerie disponibles
(en millions de dollars canadiens)

2017		47,6 \$
2016		94,6 \$
2015		122,1 \$

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	% des produits		2016	% des produits		2015	% des produits	
		2017	2016		2015	2014		2015	2014
Produits	745 852 \$			817 979 \$			829 771 \$		
Coût des produits vendus ¹	352 528	47,3 %		357 821	43,7 %		318 058	38,3 %	
Marge brute ¹	393 324	52,7 %		460 158	56,3 %		511 713	61,7 %	
Autres coûts d'exploitation	209 339	28,1 %		224 967	27,5 %		251 026	30,3 %	
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	183 985	24,7 %		235 191	28,8 %		260 687	31,4 %	
Amortissements	105 501	14,1 %		104 882	12,8 %		80 837	9,7 %	
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032	68,0 %		600 000	73,4 %		—	—	
Frais de restructuration et autres charges	34 400	4,6 %		22 961	2,8 %		30 834	3,7 %	
(Perte) bénéfice d'exploitation	(462 948)	(62,1) %		(492 652)	(60,2) %		149 016	18,0 %	
Charges financières, montant net	48 150	6,5 %		56 130	6,9 %		60 922	7,3 %	
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	3 720	0,5 %		—	—		—	—	
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	(514 818)	(69,0) %		(548 782)	(67,1) %		88 094	10,6 %	
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	72 405	9,7 %		(145 517)	(17,8) %		27 039	3,3 %	
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	2 104	0,3 %		440	0,1 %		—	—	
(Perte nette) bénéfice net	(589 327) \$	(79,0) %		(403 705) \$	(49,4) %		61 055 \$	7,4 %	
(Perte) bénéfice de base par action	(22,32) \$			(15,23) \$			2,29 \$		
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(22,32) \$			(15,23) \$			2,05 \$		
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	125 370 \$			179 830 \$			185 266 \$		

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

Aux 31 décembre	2017	2016	2015
Total de l'actif	529 914 \$	1 099 937 \$	1 710 627 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débentures échangeables)	309 113 \$	310 028 \$	407 353 \$
Débentures échangeables	94 067 \$	92 174 \$	90 478 \$
Ratio dette à long terme totale/total de l'actif	76,1 %	36,6 %	29,1 %

Information sectorielle

La Société gère ses activités, évalue le rendement et affecte les ressources selon quatre secteurs à présenter : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux PME du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence offre des services de publicité nationale aux marques et aux éditeurs, principalement par l'intermédiaire de sa division Mediactive et de ses filiales JUICE et Totem. Mediactive offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise pour vendre leur maison ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce à ses filiales DPCF et Pages Jaunes Immobilier.

Le secteur Autre offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues sur le style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Comparaison de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	Variation en %
PJ	587 194 \$	657 822 \$	(10,7) %
Médias imprimés	181 697	238 756	(23,9) %
Médias numériques	405 497	419 066	(3,2) %
Agence	78 104	74 524	4,8 %
Médias imprimés	5 416	1 000	441,6 %
Médias numériques	72 688	73 524	(1,1) %
Immobilier	62 724	66 415	(5,6) %
Médias imprimés	11 913	18 319	(35,0) %
Médias numériques	50 811	48 096	5,6 %
Autre	22 555	24 361	(7,4) %
Médias imprimés	3 924	4 587	(14,5) %
Médias numériques	18 631	19 774	(5,8) %
Éliminations intersectorielles	(4 725)	(5 143)	(8,1) %
Médias imprimés	(68)	(455)	(85,1) %
Médias numériques	(4 657)	(4 688)	(0,7) %
Total des produits	745 852	817 979	(8,8) %
Médias imprimés	202 882	262 207	(22,6) %
Médias numériques	542 970 \$	555 772 \$	(2,3) %

Indicateurs d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	84 700	76 800
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens)	542 970 \$	555 772 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits	72,8 %	67,9 %

¹ Secteur PJ seulement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le total des produits a diminué de 8,8 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 745,9 M\$, comparativement à 818,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs, sauf dans le secteur Immobilier, qui a enregistré une hausse de 5,6 % par rapport à 2016.

Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 2,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 543,0 M\$, ou 72,8 % des produits, en 2017, contre 555,8 M\$, ou 67,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, 83 % des clients qui renouvellement leur contrat ont maintenu ou augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles, comparativement à 82 % des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 22,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 202,9 M\$ en 2017, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique parmi nos clients.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pénétration de la clientèle

Aux 31 décembre	2017	2016
Médias imprimés	63 %	68 %
Médias numériques de PJ¹	70 %	70 %
Positionnement prioritaire en ligne	60 %	61 %
Positionnement prioritaire mobile	27 %	26 %
Services numériques²	11 %	10 %

¹ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

² Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de gestion de site Web, d'optimisation pour moteur de recherche (OMR), de marketing par moteur de recherche (MMR), de solution Facebook et/ou d'affichage numérique ciblé.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 587,2 M\$, comparativement à 657,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés, dont le taux de recul est demeuré stable d'un exercice à l'autre. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques attribuable aux médias numériques de PJ à marge plus élevée a été contrebalancée en partie par la croissance des services numériques, lesquels sont exploités à une marge moins élevée, ce qui se traduit par une pression sur nos marges brutes.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Agence ont augmenté pour s'établir à 78,1 M\$, comparativement à 74,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits tirés du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est attribuable à l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016. Ces facteurs ont été contrebalancés par la pression exercée par l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale et par le fait que moins d'occasions liées à des comptes d'envergure que prévu ont été saisies sur le marché américain.

Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont élevés à 62,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 66,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'explique principalement par la baisse des produits tirés des médias imprimés enregistrée par Pages Jaunes Immobilier.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Autre se sont chiffrés à 22,6 M\$, comparativement à 24,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés du secteur Autre est attribuable à la perte d'un revendeur et au roulement de personnel dans le service de vente.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	%	2016	%	Variation en %
PJ	343 395 \$	58,5 %	401 529 \$	61,0 %	(14,5) %
Agence	11 791	15,1 %	20 153	27,0 %	(41,5) %
Immobilier	28 815	45,9 %	28 460	42,9 %	1,2 %
Autre	9 818	43,5 %	11 257	46,2 %	(12,8) %
Éliminations intersectorielles	(495)	10,5 %	(1 241)	24,1 %	(60,1) %
Total de la marge brute	393 324 \$	52,7 %	460 158 \$	56,3 %	(14,5) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 393,3 M\$, ou 52,7 % du total des produits, comparativement à 460,2 M\$, ou 56,3 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle principalement d'une baisse des produits tirés du secteur PJ, au sein duquel la Société enregistre une marge brute en tant que pourcentage des produits plus élevée que dans les autres secteurs de la Société, ainsi que d'une baisse de 12 % de la marge brute en tant que pourcentage des produits au sein du secteur Agence. La baisse de la marge brute en tant que pourcentage des produits est essentiellement attribuable au fait que les coûts des produits vendus, de livraison et des activités de soutien du secteur PJ ont diminué à un rythme moins rapide que celui de la baisse des produits, en raison de modifications de la composition des produits et de la diminution de la productivité en matière de ventes ainsi que de la faiblesse des ventes enregistrées par le secteur Agence aux États-Unis.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

La marge brute du secteur PJ a totalisé 343,4 M\$, ou 58,5 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 401,5 M\$, ou 61,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse de la productivité en matière de ventes, notamment la modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à prix et à marge moins élevés et à la baisse continue des produits tirés des médias imprimés.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 11,8 M\$, ou 15,1 % des produits, comparativement à 20,2 M\$, ou 27,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle de la faiblesse du marché aux États-Unis pour JUICE, qui s'explique par les défis que posent la concurrence et la tendance à l'internalisation au sein des agences, ainsi que des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 28,8 M\$, ou 45,9 % des produits, comparativement à 28,5 M\$, ou 42,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable aux initiatives d'économie de coût prises par Pages Jaunes Immobilier et à la composition de produits favorable et la croissance des produits de DPCF.

Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 9,8 M\$, ou 43,5 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 11,3 M\$, ou 46,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est imputable à la baisse des ventes, qui s'est traduite par un coût fixe des produits vendus proportionnellement plus élevé.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	Variation en %
PJ	160 554 \$	176 154 \$	(8,9) %
Agence	16 502	16 705	(1,2) %
Immobilier	24 906	25 107	(0,8) %
Autre	7 872	8 242	(4,5) %
Éliminations intersectorielles	(495)	(1 241)	(60,1) %
Total des autres coûts d'exploitation	209 339 \$	224 967 \$	(6,9) %

En 2017, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, a diminué de 6,9 % pour s'établir à 209,3 M\$, comparativement à 225,0 M\$ en 2016. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle des réductions de coût à l'égard des charges liées aux employés, de la baisse des dépenses liées à la marque ainsi que de l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 160,6 M\$, comparativement à 176,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés, à la baisse des dépenses liées à la marque ainsi qu'à l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence ont diminué pour s'établir à 16,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 16,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 pour le secteur Agence découle essentiellement de la baisse des charges liées aux employés, contrebalancée en partie par l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont été stables au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	%	2016	%	Variation en %
PJ	182 841 \$	31,1 %	225 375 \$	34,3 %	(18,9) %
Agence	(4 711)	(6,0) %	3 448	4,6 %	(236,6) %
Immobilier	3 909	6,2 %	3 353	5,0 %	16,6 %
Autre	1 946	8,6 %	3 015	12,4 %	(35,5) %
Total du BAIIA ajusté	183 985 \$	24,7 %	235 191 \$	28,8 %	(21,8) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 51,2 M\$ pour s'établir à 184,0 M\$ en 2017, comparativement à 235,2 M\$ en 2016. Notre marge sur BAIIA ajusté pour 2017 s'est établie à 24,7 %, comparativement à 28,8 % en 2016. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits dans le secteur PJ, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 182,8 M\$, comparativement à 225,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour 2017 s'est établie à 31,1 %, comparativement à 34,3 % pour 2016. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits, incluant une baisse des produits tirés des médias imprimés et une hausse de la proportion des services à prix et à marge moins élevés, facteurs contrebalancés en partie par les initiatives d'économie de coûts.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Agence correspond à une perte de 4,7 M\$, ou (6,0) % des produits, comparativement à un bénéfice de 3,4 M\$, ou 4,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a subi l'incidence négative de la baisse des produits découlant de la pression exercée par la concurrence, incluant la tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale et du fait que moins d'occasions liées à des comptes d'envergure ont été saisies sur le marché américain, et ce, à des prix moins élevés. Le BAIIA ajusté a diminué davantage pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 3,9 M\$, ou 6,2 % des produits, comparativement à 3,4 M\$, ou 5,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la hausse des produits de DPCF et aux initiatives d'économie de coûts prises surtout par Pages Jaunes Immobilier.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a totalisé 1,9 M\$, ou 8,6 % des produits, comparativement à 3,0 M\$, ou 12,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle essentiellement d'une baisse des produits.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	Variation en %
<i>PJ</i>	129 760 \$	174 852 \$	(25,8) %
BAIIA ajusté	182 841	225 375	(18,9) %
Dépenses d'investissement	53 081	50 523	5,1 %
<i>Agence</i>	(6 749)	1 213	(656,4) %
BAIIA ajusté	(4 711)	3 448	(236,6) %
Dépenses d'investissement	2 038	2 235	(8,8) %
<i>Immobilier</i>	2 642	2 070	27,6 %
BAIIA ajusté	3 909	3 353	16,6 %
Dépenses d'investissement	1 267	1 283	(1,2) %
<i>Autre</i>	(283)	1 695	(116,7) %
BAIIA ajusté	1 946	3 015	(35,5) %
Dépenses d'investissement	2 229	1 320	68,9 %
<i>Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</i>	125 370	179 830	(30,3) %
BAIIA ajusté	183 985	235 191	(21,8) %
Dépenses d'investissement	58 615 \$	55 361 \$	5,9 %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 54,5 M\$ pour s'établir à 125,4 M\$ en 2017, comparativement à 179,8 M\$ en 2016. La diminution du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 129,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 174,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement se rapportant aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Agence

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence correspond à une perte de 6,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à un bénéfice de 1,2 M\$. La diminution des dépenses d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a atténué le manque à gagner du BAIIA ajusté en 2017 par rapport à 2016.

Immobilier

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 2,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 2,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à une hausse du BAIIA ajusté. Les dépenses d'investissement sont demeurées stables d'un exercice à l'autre.

Autre

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre correspond à une perte de 0,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à un bénéfice de 1,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est essentiellement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté et à une augmentation des dépenses d'investissement, comprenant essentiellement les améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Amortissements

Les amortissements sont demeurés relativement stables et se sont établis à 105,5 M\$ en 2017, comparativement à 104,9 M\$ en 2016.

Frais de restructuration et autres charges

En 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 34,4 M\$, liés principalement à des contrats de location découlant de fermetures de bureaux, aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre. En 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 23,0 M\$, liés principalement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre, ainsi que des coûts de transaction liés à l'acquisition de JUICE.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de 2017 et en raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 500 M\$ au sein des UGT Pages Jaunes et Autre, puisque la valeur comptable des UGT Pages Jaunes et Autre excédait leur valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a aussi comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement à des actifs qui ont été mis hors service, notamment des logiciels.

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et en raison d'une accélération marquée d'un changement défavorable dans la composition des produits au cours du quatrième trimestre de 2016 au sein de l'UGT Pages Jaunes, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, nous avons comptabilisé au cours du quatrième trimestre de 2016 une perte de valeur de 600 M\$ relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et elle n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 8,0 M\$ pour s'établir à 48,2 M\$ en 2017, comparativement à 56,1 M\$ en 2016. La diminution découle principalement d'une charge non récurrente de 2,4 M\$ comptabilisée en 2016 au titre du règlement d'un avis de cotisation lié aux charges financières ainsi que d'une baisse du niveau d'endettement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un capital total de 315 M\$ le 19 octobre 2017 et par le remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017, et, par conséquent, la Société a engagé des charges d'intérêts sur les deux séries de billets garantis pour une période de 30 jours. De plus, le montant en capital de 315 M\$ des billets garantis de premier rang porte intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 9,5 % au 31 décembre 2017 (2016 – 8,9 %).

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,8 % et à 26,9 % pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, respectivement. La Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 72,4 M\$ en 2017, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations corporelles et du goodwill comptabilisées au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 75 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a inscrit une économie de 145,5 M\$ en 2016, qui comprenait une économie d'impôt de 161 M\$ relativement à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines de ses immobilisations incorporelles comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de (14,0) % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à une économie de 26,5 % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2017 est essentiellement attribuable à la reprise et à la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice en cours et des exercices précédents. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour 2016 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 29 septembre 2017, 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., a mis fin à ses activités, et la valeur comptable nette de la participation, soit 0,7 M\$, a été radiée. La radiation est incluse dans la perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement de 2,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Perte nette

Nous avons comptabilisé une perte nette de 589,3 M\$ en 2017, comparativement à une perte nette de 403,7 M\$ en 2016. La perte nette pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 s'explique principalement par une perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill de 507 M\$ et de 600 M\$, respectivement, en 2017 et en 2016. La perte nette pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a aussi subi l'incidence de la reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat de 75 M\$.

Comparaison de l'exercice 2016 et de l'exercice 2015

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	2015	Variation en %
<i>PJ</i>	657 822 \$	729 286 \$	(9,8) %
Médias imprimés	238 756	315 138	(24,2) %
Médias numériques	419 066	414 148	1,2 %
<i>Agence</i>	74 524	37 197	100,3 %
Médias imprimés	1 000	87	1 049,4 %
Médias numériques	73 524	37 110	98,1 %
<i>Immobilier</i>	66 415	45 899	44,7 %
Médias imprimés	18 319	24 900	(26,4) %
Médias numériques	48 096	20 999	129 %
<i>Autre</i>	24 361	22 894	6,4 %
Médias imprimés	4 587	3 470	32,2 %
Médias numériques	19 774	19 424	1,8 %
<i>Éliminations intersectorielles</i>	(5 143)	(5 505)	(6,6) %
Médias imprimés	(455)	(170)	167,6 %
Médias numériques	(4 688)	(5 335)	(12,1) %
<i>Total des produits</i>	817 979	829 771	(1,4) %
Médias imprimés	262 207	343 425	(23,6) %
Médias numériques	555 772 \$	486 346 \$	14,3 %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le total des produits a diminué de 1,4 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 818,0 M\$, comparativement à 829,8 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés. Les produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 comprennent les produits tirés des entreprises DPCF et JUICE, acquises le 1^{er} juillet 2015 et le 17 mars 2016, respectivement. Sur une base pro forma, pour tenir compte d'un ajustement des produits reflétant l'inclusion complète de DPCF et de JUICE en 2015 et l'inclusion complète de JUICE au premier trimestre de 2016, le total des produits a diminué de 6,2 % d'un exercice à l'autre.

Le total des produits tirés des médias et solutions numériques a augmenté de 14,3 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 555,8 M\$ en 2016, ce qui représente 67,9 % des produits, comparativement à 486,3 M\$, ou 58,6 % des produits, pour la période correspondante de 2015. Sur une base pro forma, les produits tirés des médias et solutions numériques pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont augmenté d'environ 5 % d'un exercice à l'autre. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, 83 % des clients qui renouvellent leur contrat ont maintenu ou augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 23,6 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 262,2 M\$ en 2016, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul dans le nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 657,8 M\$, comparativement à 729,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse de 24,2 % des produits tirés des médias imprimés, qui se sont chiffrés à 238,9 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 315,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont augmenté de 1,2 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, pour se chiffrer à 419,1 M\$, comparativement à 414,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Agence ont totalisé 74,5 M\$, comparativement à 37,2 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation des produits tirés du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de JUICE et de Totem, en mars 2016 et en septembre 2016, respectivement.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Immobilier ont totalisé 66,4 M\$, comparativement à 45,9 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF le 1^{er} juillet 2015.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 24,4 M\$, comparativement à 22,9 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	%	2015	%	Variation en %
PJ	401 529 \$	61,0 %	476 820 \$	65,4 %	(15,8) %
Agence	20 153	27,0 %	6 177	16,6 %	226,3 %
Immobilier	28 460	42,9 %	19 674	42,9 %	44,7 %
Autre	11 257	46,2 %	10 466	45,7 %	7,6 %
Éliminations intersectorielles	(1 241)	24,1 %	(1 424)	25,9 %	(12,9) %
Total de la marge brute	460 158 \$	56,3 %	511 713 \$	61,7 %	(10,1) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute a diminué pour s'établir à 460,2 M\$, ou 56,3 % du total des produits, comparativement à 511,7 M\$, ou 61,7 % du total des produits, pour la période correspondante de 2015. La diminution de la marge brute et de la marge brute en tant que pourcentage du total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à une modification de la composition des produits. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le total de la marge brute a aussi subi l'incidence de l'acquisition de DPCF et de JUICE, qui exercent leurs activités à une marge brute moins élevée.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur PJ a totalisé 401,5 M\$, ou 61,0 % des produits, comparativement à 476,8 M\$, ou 65,4 % des produits, pour la période correspondante de 2015. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à la modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à marge moins élevée.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 20,2 M\$, ou 27,0 % des produits, comparativement à 6,2 M\$, ou 16,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de JUICE le 17 mars 2016 et de Totem en septembre 2016.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 28,5 M\$, ou 42,9 % des produits, comparativement à 19,7 M\$, ou 42,9 % des produits, pour la période correspondante de 2015. L'augmentation de la marge brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF en juillet 2015.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la marge brute du secteur Autre est demeurée relativement stable, s'élevant à 11,3 M\$, ou 46,2 % des produits, comparativement à 10,5 M\$, ou 45,7 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	2015	Variation en %
PJ	176 154 \$	215 887 \$	(18,4) %
Agence	16 705	10 295	62,3 %
Immobilier	25 107	18 368	36,7 %
Autre	8 242	7 900	4,3 %
Éliminations intersectorielles	(1 241)	(1 424)	(12,9) %
Total des autres coûts d'exploitation	224 967 \$	251 026 \$	(10,4) %

En 2016, les autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, ont diminué de 10,4 % pour s'établir à 225,0 M\$, comparativement à 251,0 M\$ en 2015. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 découle des initiatives d'économie de coûts au sein du secteur PJ, déduction faite de l'augmentation des coûts liée à l'inclusion des acquisitions dans les secteurs Agence et Immobilier.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 176,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 215,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence ont totalisé 16,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 10,3 M\$ pour la période correspondante de 2015. L'augmentation des autres coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour le secteur Agence découle essentiellement de l'inclusion de JUICE, acquise en mars 2016, et de Totem, acquise en septembre 2016.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont totalisé 25,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 18,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à l'inclusion de DPCF, acquise en juillet 2015.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2016	%	2015	%	Variation en %
PJ	225 375 \$	34,3 %	260 933 \$	35,8 %	(13,6) %
Agence	3 448	4,6 %	(4 118)	(11,1) %	183,7 %
Immobilier	3 353	5,0 %	1 306	2,8 %	156,7 %
Autre	3 015	12,4 %	2 566	11,2 %	17,5 %
Total du BAIIA ajusté	235 191 \$	28,8 %	260 687 \$	31,4 %	(9,8) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 25,5 M\$ pour s'établir à 235,2 M\$ en 2016, comparativement à une baisse de 55,3 M\$ pour s'établir à 260,7 M\$, en 2015, ce qui représente une baisse de 9,8 % d'un exercice à l'autre en 2016, comparativement à une baisse de 17,5 % d'un exercice à l'autre pour l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour 2016 s'est établie à 28,8 %, comparativement à 31,4 % en 2015. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement liée à une baisse des produits tirés des médias imprimés et à une augmentation de la proportion de médias numériques à marge moins élevée dans le secteur PJ, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts. La baisse de la marge sur BAIIA ajusté est aussi attribuable à l'acquisition de DPCF et de JUICE, qui exercent leurs activités à une marge sur BAIIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes avant les acquisitions.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 225,4 M\$, comparativement à 260,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour 2016 s'est établie à 34,3 %, comparativement à 35,8 % pour 2015. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés et à une modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à marge et à prix moins élevés, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts.

Agence

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 3,4 M\$, ou 4,6 % des produits, comparativement à une perte de 4,1 M\$, ou 11,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 a bénéficié de la hausse des produits qui a découlé de l'acquisition de JUICE en mars 2016.

Immobilier

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 3,4 M\$, ou 5,0 % des produits, comparativement à 1,3 M\$, ou 2,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est attribuable à l'acquisition de DPCF en juillet 2015.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre a totalisé 3,0 M\$, ou 12,4 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à 2,6 M\$, ou 11,2 % des produits, pour la période correspondante de 2015.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 104,9 M\$ en 2016, comparativement à 80,8 M\$ en 2015. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes à mesure que progresse la transformation numérique des activités de la Société, de même que par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et à la suite d'une accélération marquée d'une modification défavorable de la composition des produits dans l'UGT Pages Jaunes au cours du quatrième trimestre de 2016, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, au cours du quatrième trimestre, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 600 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence. La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

Frais de restructuration et autres charges

En 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 23,0 M\$ liés principalement aux réorganisations internes et à la réduction de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises. En 2015, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 30,8 M\$ liés principalement à la réduction de la main-d'œuvre dans le cadre du réalignement de l'entreprise, de même qu'à des réorganisations internes, à des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises et à des coûts de résiliation de contrats, facteurs contrebalancés en partie par un gain découlant de la réduction d'un régime attribuable aux réductions de la main-d'œuvre.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 4,8 M\$ pour s'établir à 56,1 M\$ au cours de 2016, comparativement à 60,9 M\$ pour 2015. Cette diminution s'explique par une baisse du niveau d'endettement, contrebalancée en partie par les taxes de vente découlant du règlement d'un avis de cotisation liés aux charges financières et aux pertes de change. Au 31 décembre 2016, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 8,9 % (2015 – 9 %).

(Économie) charge d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,9 % et à 26,7 % pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, respectivement. La Société a inscrit une économie de 145,5 M\$ en 2016, qui comprenait une économie d'impôt de 161 M\$ relativement à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines de ses immobilisations incorporelles comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie. La Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 27,0 M\$ en 2015. La Société a comptabilisé une économie de 26,5 % sur la perte pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comparativement à une charge de 30,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2016 et en 2015 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 3 octobre 2016, nous avons fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupion Inc., un fournisseur de coupons numériques. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

(Perte nette) bénéfice net

En 2016, nous avons comptabilisé une perte nette de 403,7 M\$, comparativement à un bénéfice net de 61,1 M\$ en 2015. La diminution pour l'exercice est principalement attribuable à la perte de valeur de 600 M\$ de nos immobilisations incorporelles, à une baisse du BAIIA ajusté et à une hausse des amortissements, qui découlent principalement de la hausse des dépenses d'investissement liée à l'évolution numérique de la Société et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2017				2016			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	183 759 \$	181 366 \$	191 219 \$	189 508 \$	202 723 \$	201 142 \$	210 487 \$	203 627 \$
Coûts d'exploitation	136 846	135 194	146 794	143 033	145 305	144 193	151 556	141 734
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill, et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	46 913	46 172	44 425	46 475	57 418	56 949	58 931	61 893
Marge sur BAIIA ajusté	25,5 %	25,5 %	23,2 %	24,5 %	28,3 %	28,3 %	28,0 %	30,4 %
Amortissements	24 386	27 989	27 346	25 780	27 745	26 838	25 440	24 859
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	507 032	—	—	—	600 000	—	—	—
Frais de restructuration et autres charges	17 552	6 784	2 778	7 286	7 493	9 691	1 519	4 258
(Perte) bénéfice d'exploitation	(502 057)	11 399	14 301	13 409	(577 820)	20 420	31 972	32 776
Charges financières, montant net	14 622	10 869	11 329	11 330	12 661	13 323	15 950	14 196
(Perte nette) bénéfice net	(586 359)	(4 446)	820	658	(431 583)	3 774	10 953	13 151
(Perte) bénéfice de base par action	(22,33) \$	(0,17) \$	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,41 \$	0,49 \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	(22,33) \$	(0,17) \$	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,38 \$	0,45 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre de façon générale, essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients et du recul des produits moyens par client. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, de même que l'acquisition de Totem, à compter du quatrième trimestre de 2016, ont eu une incidence favorable sur les produits.

Les coûts d'exploitation sont, sauf en ce qui concerne les troisième et quatrième trimestres de 2017, demeurés relativement stables d'un trimestre à l'autre malgré les réductions de la main-d'œuvre, les initiatives d'économie de coûts et la baisse des produits attribuable à l'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, et à la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les coûts d'exploitation aux troisième et quatrième trimestres de 2017 ont diminué, résultat qui tient principalement à la baisse des charges liées aux employés, à la baisse des dépenses liées à la marque ainsi qu'à l'optimisation des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information.

La marge sur BAIIA ajusté a diminué à compter du deuxième trimestre de 2016, surtout en raison de l'acquisition de JUICE, et a diminué davantage au premier semestre de 2017 principalement en raison de la baisse des produits, sans toutefois une baisse proportionnelle des coûts, incluant l'incidence de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté aux troisième et quatrième trimestres de 2017, ce qui tient aux initiatives d'économie de coûts ainsi qu'à la baisse de la rémunération variable liée à la diminution des produits.

La dotation aux amortissements pour 2016 et 2017 se rapportait essentiellement au déploiement de plateformes et d'applications. À compter du deuxième trimestre de 2016, l'amortissement a aussi augmenté en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. À la suite du test de dépréciation effectué le 31 décembre 2016, la Société a révisé la durée d'utilité des ententes de non-concurrence, ce qui a contrebalancé la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement à l'optimisation de la main-d'œuvre, aux contrats de location liés à des fermetures de bureaux et aux acquisitions.

Les charges financières ont diminué de façon constante au cours des trimestres, principalement en raison de la baisse du niveau d'endettement. Les charges financières ont augmenté au quatrième trimestre de 2017, en partie en raison de l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % le 19 octobre 2017 et du remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017.

Notre perte nette aux quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016 s'explique par une perte de valeur de 507 M\$ et de 600 M\$, respectivement, liée à certaines de nos immobilisations incorporelles et au goodwill. Notre perte nette au troisième trimestre de 2017 découle de la charge pour perte de valeur comptabilisée relativement à certains placements disponibles à la vente et de la radiation de notre participation dans une entité contrôlée conjointement à la suite de l'arrêt de ses activités.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	Variation		2017	2016	Variation	
			en %	2017			en %	2017
Indemnités, avantages et remplacement externe	3 574 \$	6 699 \$	(46,6) %	15 098 \$	19 775 \$	(23,7) %		
Contrats de location liés à des fermetures de bureaux	13 555	479	2 729,9 %	17 188	1 360	1 163,8 %		
Coûts de transaction	–	103	(100) %	601	1 535	(60,8) %		
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économie sur coûts des services passés), montant net	557	(43)	1 395,3 %	1 332	(43)	3 197,7 %		
Autres frais	(134)	255	(152,2) %	181	334	(45,8) %		
Total des frais de restructuration et autres charges	17 552 \$	7 493 \$	134,2 %	34 400 \$	22 961 \$	49,8 %		

Les frais de restructuration et autres charges se sont élevés à 17,6 M\$ et à 34,4 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017 et se rapportaient surtout aux contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi qu'aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre. Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7,5 M\$ et 23,0 M\$, respectivement, liés essentiellement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre de même qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

Le 16 janvier 2018, Pages Jaunes a annoncé qu'elle avait franchi une étape importante de son programme de réduction des dépenses afin d'améliorer sa principale mesure opérationnelle, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, en réduisant ses effectifs d'environ 500 postes partout au Canada et dans toutes les fonctions de l'entreprise, ce qui représente une réduction d'environ 18 % de la main-d'œuvre sur une base consolidée. La Société a annoncé qu'elle prévoyait comptabiliser une charge de restructuration d'environ 17 M\$ au premier trimestre qui se clôturera le 31 mars 2018 en raison de cette réduction de la main-d'œuvre.

ANALYSE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2017

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2017	2016	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre			
PJ	139 748 \$	157 817 \$	(11,4) %
Médias imprimés	42 070	53 274	(21,0) %
Médias numériques	97 678	104 543	(6,6) %
Agence	27 164	26 457	2,7 %
Médias imprimés	1 105	989	11,7 %
Médias numériques	26 059	25 468	2,3 %
Immobilier	13 027	13 751	(5,3) %
Médias imprimés	2 436	4 125	(40,9) %
Médias numériques	10 591	9 626	10,0 %
Autre	5 597	6 191	(9,6) %
Médias imprimés	1 136	1 240	(8,4) %
Médias numériques	4 461	4 951	(9,9) %
Éliminations intersectorielles	(1 777)	(1 493)	19,0 %
Médias imprimés	(16)	(28)	(42,9) %
Médias numériques	(1 761)	(1 465)	20,2 %
Total des produits	183 759	202 723	(9,4) %
Médias imprimés	46 731	59 600	(21,6) %
Médias numériques	137 028 \$	143 123 \$	(4,3) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des produits a diminué de 9,4 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 183,8 M\$, comparativement à 202,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des produits a diminué au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, essentiellement en raison de la baisse des produits tirés des médias imprimés dans le secteur PJ.

Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 4,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 137,0 M\$, ou 74,6 % du total des produits, contre 143,1 M\$, ou 70,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable au secteur PJ.

Le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 21,6 % pour s'établir à 46,7 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017, en raison d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique parmi nos clients.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 139,7 M\$, comparativement à 157,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés, dont le taux de recul est demeuré stable d'un exercice à l'autre. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques attribuable aux médias numériques de PJ à marge plus élevée a été contrebalancée en partie par la croissance des services numériques, lesquels sont exploités à une marge moins élevée, ce qui se traduit par une pression sur nos marges brutes.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Agence ont augmenté pour s'établir à 27,2 M\$, comparativement à 26,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance de JUICE.

Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont élevés à 13,0 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 13,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits tirés des médias imprimés au sein de Pages Jaunes Immobilier, qui a été contrebalancée en partie par une croissance au sein de DPCF.

Autre

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 5,6 M\$, comparativement à 6,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est essentiellement attribuable à la perte d'un revendeur et au roulement de personnel dans le service des ventes.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2017	%	2016	%	Variation
					en %
PJ	84 111 \$	60,2 %	94 923 \$	60,1 %	(11,4) %
Agence	3 509	12,9 %	6 567	24,8 %	(46,6) %
Immobilier	5 127	39,4 %	5 724	41,6 %	(10,4) %
Autre	2 648	47,3 %	2 880	46,5 %	(8,1) %
Éliminations intersectorielles	(174)	9,8 %	(63)	4,2 %	176,2 %
Total de la marge brute	95 221 \$	51,8 %	110 031 \$	54,3 %	(13,5) %

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 95,2 M\$, ou 51,8 % du total des produits, comparativement à 110,0 M\$, ou 54,3 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute et de la marge brute en pourcentage du total des produits pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la pression exercée sur les marges brutes dans le secteur Agence, attribuable à une concurrence accrue, particulièrement sur le marché américain, et à une tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur PJ a totalisé 84,1 M\$, ou 60,2 % des produits, comparativement à 94,9 M\$, ou 60,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La stabilité de la marge brute en pourcentage des produits est essentiellement attribuable aux initiatives d'économie de coûts visant à contrebalancer l'incidence d'une modification de la composition des ventes pour aller vers des produits à marge moins élevée.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 3,5 M\$, ou 12,9 % des produits, comparativement à 6,6 M\$, ou 24,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute du secteur Agence pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la pression exercée sur les prix par la concurrence, particulièrement sur le marché américain, et de la tendance à l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 5,1 M\$, ou 39,4 % des produits, comparativement à 5,7 M\$, ou 41,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique par la baisse des produits au sein de Pages Jaunes Immobilier, et la baisse de la marge brute au quatrième trimestre de 2017 s'explique par la composition des produits et les répartitions géographiques au sein de DPCF.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, la marge brute du secteur Autre s'est élevée à 2,6 M\$, ou 47,3 % des produits, comparativement à 2,9 M\$, ou 46,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	Variation		
	2017	2016	en %
PJ	37 973 \$	40 119 \$	(5,3) %
Agence	2 558	4 931	(48,1) %
Immobilier	6 016	5 686	5,8 %
Autre	1 935	1 940	(0,3) %
Éliminations intersectorielles	(174)	(63)	176,2 %
Total des autres coûts d'exploitation	48 308 \$	52 613 \$	(8,2) %

Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, a diminué de 8,2 % pour s'établir à 48,3 M\$, comparativement à 52,6 M\$ en 2016. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle de la baisse des dépenses liées à la marque et des charges liées aux employés.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 38,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 40,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 découle principalement de la baisse des dépenses liées à la marque et des charges liées aux employés.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont établis à 2,6 M\$, pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 4,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 au sein du secteur Agence est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre et se sont établis à 6,0 M\$ pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 5,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés stables d'un exercice à l'autre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2017	%	2016	%	Variation
					en %
PJ	46 138 \$	33,0 %	54 804 \$	34,7 %	(15,8) %
Agence	951	3,5 %	1 636	6,2 %	(41,9) %
Immobilier	(889)	(6,8) %	38	0,3 %	(2 439,5) %
Autre	713	12,7 %	940	15,2 %	(24,1) %
Total du BAIIA ajusté	46 913 \$	25,5 %	57 418 \$	28,3 %	(18,3) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 10,5 M\$ pour s'établir à 46,9 M\$ au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 57,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2017 s'est établie à 25,5 %, comparativement à 28,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse globale des produits et à une modification défavorable de la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts au sein du secteur PJ.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 46,1 M\$, ou 33 % des produits, comparativement à 54,8 M\$, ou 34,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à une modification de la composition des produits et à la baisse des produits tirés des médias imprimés, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts.

Agence

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 1,0 M\$, ou 3,5 % des produits, comparativement à 1,6 M\$, ou 6,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté du secteur Agence pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 s'explique par la baisse de la marge brute, atténuée en partie par la baisse des charges liées aux employés.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier correspond à une perte de 0,9 M\$, ou (6,8) % des produits, comparativement à 38 000 \$, ou 0,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 est principalement imputable à la baisse des produits au sein de Pages Jaunes Immobilier, qui a été contrebalancée en partie par des initiatives d'économie de coûts.

Autre

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, le BAIIA ajusté du secteur Autre s'est élevé à 0,7 M\$, ou 12,7 % des produits, comparativement à 0,9 M\$, ou 15,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 découle essentiellement d'une baisse des produits.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2017	2016	Variation en %
<i>PJ</i>	31 010 \$	43 736 \$	(29,1) %
BAIIA ajusté	46 138	54 804	(15,8) %
Dépenses d'investissement	15 128	11 068	36,7 %
<i>Agence</i>	996	1 169	(14,8) %
BAIIA ajusté	951	1 636	(41,9) %
Dépenses d'investissement	(45)	467	(109,6) %
<i>Immobilier</i>	(1 543)	(629)	(145,3) %
BAIIA ajusté	(889)	38	(2 439,5) %
Dépenses d'investissement	654	667	(1,9) %
<i>Autre</i>	654	711	(8,0) %
BAIIA ajusté	713	940	(24,1) %
Dépenses d'investissement	59	229	(74,2) %
<i>Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</i>	31 117	44 987	(30,8) %
BAIIA ajusté	46 913	57 418	(18,3) %
Dépenses d'investissement	15 796 \$	12 431 \$	27,1 %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 13,9 M\$ pour s'établir à 31,1 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017, comparativement à 45,0 M\$ pour la période correspondante de 2016. La baisse du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique surtout par la baisse du BAIIA ajusté et la hausse des dépenses d'investissement essentiellement attribuables aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter**PJ**

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 31,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 43,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté et à l'augmentation des dépenses d'investissement au titre des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

Agence

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence s'est élevé à 1,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à 1,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des dépenses d'investissement au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a atténué le manque à gagner du BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2016.

Immobilier

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier correspond à une perte de 1,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, comparativement à une perte de 0,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté. Les dépenses d'investissement sont demeurées stables au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autre

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est demeuré stable et il s'est élevé à 0,7 M\$ pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Amortissements

Les amortissements se sont établis à 24,4 M\$ au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 27,7 M\$ au quatrième trimestre de 2016. La charge pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 se rapporte principalement aux dépenses d'investissement liées au déploiement des systèmes et des plateformes et aux améliorations locatives liées au déménagement de nos bureaux de même qu'à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. De plus, à la suite du test de dépréciation effectué par la Société au 31 décembre 2016, nous avons révisé la durée d'utilité de nos ententes de non-concurrence afin de tenir compte de la période révisée au cours de laquelle les avantages devaient être comptabilisés. Par conséquent, la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence découlant de la charge pour perte de valeur comptabilisée en 2016 a été contrebalancée par l'incidence de la réduction de la durée d'utilité.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de 2017 et en raison d'une insuffisance des produits dans les UGT Pages Jaunes et Autre par rapport aux estimations précédentes et de l'incertitude à l'égard des tendances futures à long terme, la Société a révisé ses estimations relatives aux flux de trésorerie futurs sur la base des récentes tendances historiques. Parallèlement, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 500 M\$ au sein des UGT Pages Jaunes et Autre, puisque la valeur comptable des UGT Pages Jaunes et Autre excédaient leur valeur recouvrable. La perte de valeur a été portée en diminution des marques de commerce et des ententes de non-concurrence de l'UGT Pages Jaunes, et principalement du goodwill de l'UGT Autre. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a aussi comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement à des actifs qui ont été mis hors service, notamment des logiciels.

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel et en raison d'une accélération marquée d'un changement défavorable dans la composition des produits au cours du quatrième trimestre de 2016 au sein de l'UGT Pages Jaunes, la Société a déterminé que la recouvrabilité de certains de ses actifs devait être examinée pour évaluer s'ils avaient subi une perte de valeur. Par conséquent, nous avons comptabilisé au cours du quatrième trimestre de 2016 une perte de valeur de 600 M\$ relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles, notamment nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

La charge pour perte de valeur est un élément sans effet sur la trésorerie et elle n'a aucune incidence sur les clauses restrictives de la Société.

Frais de restructuration et autres charges

Au cours du quatrième trimestre de 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 17,6 M\$, se rapportant surtout à des contrats de location liés à des fermetures de bureaux, à des réorganisations internes et à des réductions de la main-d'œuvre. Au cours du quatrième trimestre de 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7,5 M\$, liés principalement aux réorganisations internes et aux réductions de la main-d'œuvre ainsi qu'aux coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises.

Charges financières

Les charges financières ont augmenté de 2,0 M\$ pour s'établir à 14,6 M\$ au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 12,7 M\$ à la période correspondante de 2016. L'augmentation s'explique par l'émission des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315 M\$, le 19 octobre 2017. La Société a utilisé le produit net de la vente des billets garantis de premier rang à 10,00 % pour racheter, le 18 novembre 2017, la totalité de ses billets garantis de premier rang à 9,25 % arrivant à échéance le 30 novembre 2018.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,8 % et à 26,9 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016, respectivement. Au cours du quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 69,4 M\$, qui comprend une économie d'impôt sur le résultat de 134,5 M\$ et une provision pour moins-value du même montant liée à une perte de valeur de 500 M\$ de certaines immobilisations corporelles et du goodwill de la Société comptabilisée au quatrième trimestre de 2017. De plus, au quatrième trimestre de 2017, la Société a comptabilisé une reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui représentent une charge d'impôt sur le résultat d'environ 75 M\$. Ces charges sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

Au quatrième trimestre de 2016, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 159,3 M\$, qui comprenait une économie de 161 M\$ relative à une perte de valeur de 600 M\$ sur certaines immobilisations incorporelles de la Société. L'économie d'impôt de 161 M\$ est un élément sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le quatrième trimestre de 2017 s'explique principalement par la reprise et la non-comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles de l'exercice en cours et des exercices précédents. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au quatrième trimestre de 2016 tient au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 29 septembre 2017, 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., a cessé ses activités, et la valeur comptable nette de la participation de 0,7 M\$ a été radiée. Nous avons comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entreprise associée de 0,3 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2017 relativement aux coûts de fermeture. Nous avons comptabilisé une perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement de 0,4 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2016.

Perte nette

Nous avons comptabilisé une perte nette de 586,4 M\$ et de 431,6 M\$ aux quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016, respectivement. La perte nette pour les quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016 est attribuable à une charge de 507 M\$ et de 600 M\$ comptabilisée au cours des quatrièmes trimestres de 2017 et de 2016, respectivement, se rapportant à la perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill. La perte nette pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique aussi par l'incidence de la reprise d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles représentant une charge d'impôt sur le résultat de 75 M\$.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	46 405 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 %	308 898 \$	– \$
Billets garantis de premier rang à 9,25 %	–	309 669
Débentures échangeables	94 067	92 174
Obligations en vertu de contrats de location-financement	215	359
Dette nette	356 775 \$	384 942 \$
Capitaux propres	(218 796)	368 904
Capitalisation totale	137 979 \$	753 846 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	258,6 %	51,1 %

Ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté des douze derniers mois¹

31 déc. 2017  1,9

31 déc. 2016  1,6

Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)

31 déc. 2017  (218) \$ 357 \$

31 déc. 2016  369 \$ 385 \$

■ Total des capitaux propres ■ Dette nette

Au 31 décembre 2017, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 356,8 M\$, comparativement à 384,9 M\$ au 31 décembre 2016.

Le ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,9 fois au 31 décembre 2017, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2016. L'augmentation est essentiellement attribuable à la baisse du BAlIA ajusté.

¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (le « BAlIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAlIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAlIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2017, la Société avait des lettres de crédit de 6,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 43,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Le 19 octobre 2017, la Société a conclu une convention de garantie et d'emprunt modifiée et mise à jour afin de proroger la durée de l'emprunt garanti par des actifs jusqu'en août 2022 et pour réduire certains taux et frais.

Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315 M\$ (les « nouveaux billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des nouveaux billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les nouveaux billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 à un taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année à compter du 1^{er} mai 2018.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les nouveaux billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les nouveaux billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, le remboursement des nouveaux billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société.

Rachat optionnel

À tout moment avant le 1^{er} novembre 2018, la Société peut, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 103 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1^{er} novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les nouveaux billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des nouveaux billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les nouveaux billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les nouveaux billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des nouveaux billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

Certaines clauses restrictives

L'acte de fiducie régissant les nouveaux billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains priviléges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Billets garantis de premier rang à 9,25 %

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang étaient payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année. La Société a utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter, le 18 novembre 2017, tous ses billets garantis de premier rang échéant le 30 novembre 2018, y compris les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat, mais à l'exclusion de cette date. Le prix de rachat total était de 1 020,2986 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang, ce qui comprend des intérêts de 20,2986 \$.

Débentures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Aux 31 décembre 2017 et 2016, la valeur nominale des débentures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 31 décembre 2017, la valeur des débentures échangeables, moins la désactualisation non comptabilisée, était de 94,1 M\$, comparativement à 92,2 M\$ au 31 décembre 2016.

Les intérêts sur les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 décembre 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/cote de l'émetteur – tendance stable	B-/cote de la Société – perspective stable
BB (faible)/cote des billets garantis de premier rang	B+/cote des billets garantis de premier rang
B (faible)/cote des débentures échangeables	CCC/cote des débentures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long termes pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 7 février 2018, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 52,8 M\$ et un montant de 43,8 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 7 février 2018	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 306	28 075 304
Débentures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 486	2 995 488
Options sur actions en circulation ²	1 021 450	1 024 550	630 950

¹ Au 7 février 2018, le montant en capital des débentures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$. sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 1 021 450 et de 1 024 550 au 7 février 2018 et au 31 décembre 2017, respectivement, comprend 281 325 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 630 950 au 31 décembre 2016 comprend 186 550 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Obligations contractuelles et autres engagements

Obligations contractuelles

(en milliers de dollars canadiens)

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2017				
	Total	1 an	De 2 ans à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
Dette à long terme ^{1, 2}	315 000 \$	54 800 \$	– \$	260 200 \$	– \$
Obligations en vertu de contrats de location-financement	215	139	76	–	–
Débentures échangeables ¹	107 089	–	–	107 089	–
Contrats de location simple	236 978	14 336	31 714	28 921	162 007
Autres	47 420	24 981	16 155	3 967	2 317
Total des obligations contractuelles	706 702 \$	94 256 \$	47 945 \$	400 177 \$	164 324 \$

¹ Montant en capital.

² Le remboursement des nouveaux billets pourrait varier en fonction de la clause des flux de trésorerie excédentaires en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets et de l'exigence du maintien d'un solde de trésorerie minimal le dernier jour de la période de rachat obligatoire, en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Obligations en vertu de contrats de location-financement

Nous concluons des contrats de location-financement relatifs à du matériel de bureau et à des logiciels. Au 31 décembre 2017, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2019 totalisaient 0,2 M\$.

Contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location simple. Au 31 décembre 2017, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location simple jusqu'en 2034 totalisaient 237,0 M\$ et comprenaient les obligations nettes prévues liées aux locaux libérés, qui ont été comptabilisées dans les frais de restructuration.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2017 et 2038. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2017, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 47,4 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2017, les actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisaient 505,2 M\$ et étaient investis dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2017 s'est établi à 9,5 %, soit un rendement supérieur de 0,7 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 mars 2017. L'évaluation de mars 2017 a révélé un déficit de solvabilité de 50,0 M\$, montant qui sera financé sur une période de cinq ans. La prochaine évaluation actuarielle devra avoir lieu en date du 31 mars 2020.

En 2017, la Société a versé des cotisations annuelles équivalentes au coût des services rendus au cours de la période (le « coût annuel pour l'employeur ») de 25,0 M\$, ce qui comprend un montant de 12,3 M\$ pour financer le déficit. En 2018, le total des paiements en trésorerie devrait s'élever à 17,8 M\$, dont une tranche de 6,9 M\$ servira à financer le déficit.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	133 186 \$	167 547 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(17 842)	(9 434)
	115 344 \$	158 113 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(37 297) \$	(50 787) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(30 412)	(12 719)
Achat de placements disponibles à la vente	(5 452)	(50)
Acquisitions d'entreprises	(400)	(35 271)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	(680)	(1 597)
	(74 241) \$	(100 424) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite de l'escampe	308 700 \$	– \$
Remboursement sur la dette à long terme	(309 813)	(97 325)
Frais d'émission de titres d'emprunt	(7 716)	–
Achat d'actions restreintes	(3 129)	(10 472)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	–	115
	(11 958) \$	(107 682) \$
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	29 145 \$	(49 993) \$
TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE	46 405 \$	17 260 \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 34,4 M\$, passant de 167,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 à 133,2 M\$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 57,8 M\$, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges et la baisse des intérêts versés.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a donné lieu à une sortie de trésorerie de 17,8 M\$, comparativement à 9,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'explique principalement par une augmentation des créances clients et des créiteurs et par des paiements au titre de la rémunération incitative variable annuelle, qui étaient provisionnés au 31 décembre 2016, facteurs contrebalancés en partie par la rémunération incitative variable pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. La sortie de trésorerie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'explique par la hausse des créances clients, découlant essentiellement des cycles de recouvrement plus longs dans le secteur de la publicité nationale, par la baisse des produits différés, découlant essentiellement d'une diminution des produits, ainsi que par la baisse des fournisseurs, facteurs contrebalancés en partie par la réception d'un montant de 16,6 M\$ dans le cadre du règlement d'avis de cotisation pour les taxes de vente.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 74,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 100,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons investi un montant de 37,3 M\$ dans le développement de logiciels et de 30,4 M\$ dans le matériel de bureau et informatique et les améliorations locatives liés à la relocalisation de bureaux. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, nous avons investi un montant de 50,8 M\$ pour le développement de logiciels et de 12,7 M\$ dans le matériel de bureau et informatique et les améliorations locatives. Les dépenses d'investissement engagées au cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2017 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons fait l'acquisition d'une participation minoritaire dans Melian Labs, Inc., qui exploite une plateforme infonuagique de commerce local appelée MyTime, pour 5,4 M\$. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 12,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à 107,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons émis des nouveaux billets d'un montant de 308,7 M\$, déduction faite d'un escompte de 6,3 M\$. Nous avons utilisé le produit net de la vente des nouveaux billets pour racheter la totalité de nos billets garantis de premier rang à 9,25 % qui devaient arriver à échéance le 30 novembre 2018. Le total des remboursements des billets garantis de premier rang à 9,25 % pour 2017 s'est élevé à 309,7 M\$, comparativement à 97,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 3,1 M\$, comparativement à 10,5 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créiteurs, la dette à long terme et les débentures échangeables.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 décembre 2017. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	27 544 \$	27 874 \$	115 344 \$	158 113 \$
Dépenses d'investissement	(21 688)	(20 036)	(67 709)	(63 506)
Flux de trésorerie disponibles	5 856 \$	7 838 \$	47 635 \$	94 607 \$

5. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissions des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Immobilisations incorporelles, goodwill et immobilisations corporelles

Les valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill sont fondées sur des estimations et des hypothèses importantes, qui portent notamment sur les entrées et les sorties de trésorerie futures, les taux d'actualisation et la durée d'utilité des immobilisations incorporelles. Ces estimations importantes nécessitent une bonne part de jugement et pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes si les estimations actuelles de la performance future et des justes valeurs changeaient. L'établissement de ces estimations pourrait avoir des répercussions sur le montant de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisé au cours des périodes ultérieures ainsi que sur la dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles.

Pages Jaunes évalue la dépréciation en comparant la valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle identifiable ou d'un goodwill à sa valeur comptable. L'établissement de la valeur recouvrable exige de la direction qu'elle utilise une bonne part de jugement.

Pages Jaunes a soumis le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie au test de dépréciation annuel selon la politique décrite à la note 3.12 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») a été établie en fonction de la valeur d'utilité au moyen d'un modèle d'établissement des flux de trésorerie actualisés selon des hypothèses clés importantes, notamment en ce qui a trait aux flux de trésorerie après impôt prévus sur une longue période, aux taux de croissance finaux et aux taux d'actualisation. Nous avons utilisé des statistiques publiques ou obtenu des conseils, quand cela était possible, au moment d'établir les hypothèses que nous avons utilisées. Des renseignements détaillés sur les tests de dépréciation de Pages Jaunes sont fournis à la note 7 des états financiers consolidés audités de Pages Jaunes Limitée pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie par l'actualisation des sorties de trésorerie futures estimées au moyen des taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement de la charge au titre des avantages du personnel nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le rendement attendu des actifs disponibles pour la capitalisation des obligations au titre du régime, le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Aux fins du calcul du rendement attendu des actifs du régime, les actifs sont évalués à la juste valeur. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales dans l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Pages Jaunes est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. Une bonne part de jugement est requise pour établir la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des activités, il survient des transactions et des calculs nombreux pour lesquels l'impôt définitif est incertain. Pages Jaunes constitue des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, selon la Société, reflètent de manière adéquate son risque lié à des questions fiscales visées de sérieuses discussions, un audit, un litige ou un appel auprès des autorités fiscales, ou qui sont autrement considérées comme comportant une incertitude. Ces provisions au titre des positions fiscales incertaines sont établies à l'aide de la meilleure estimation du montant que la Société s'attend à payer en fonction d'une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents. Pages Jaunes examine le caractère adéquat de ces provisions à chaque date de clôture. Il est toutefois possible que, à une date future donnée, un passif additionnel découle des audits menés par les autorités fiscales. Lorsque le montant définitif de la charge d'impôt liée à ces questions est différent du montant initialement comptabilisé, l'écart se répercute sur la charge au cours de la période pendant laquelle l'écart est établi.

Normes comptables

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

Modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications à l'International Accounting Standard (IAS) 7, *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les changements issus des flux de trésorerie de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur.

Modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, dans le cadre de son cycle 2014-2016 du processus d'améliorations annuelles. Les modifications précisent que l'exigence de présenter des informations financières résumées ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées ou des coentreprises qui sont classées comme détenues en vue de la vente ou qui sont incluses dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Identifier le contrat conclu avec le client.
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat.
- Déterminer le prix de transaction.
- Répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat.
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une adoption anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme. L'IASB a publié la version définitive d'IFRS 15 en avril 2016, qui ne change pas les principes sous-jacents de la norme, mais vient clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

L'adoption d'IFRS 15 devrait avoir une incidence sur le moment de comptabilisation des produits pour les produits imprimés ainsi que sur le report des frais de publication connexes et l'inclusion des informations à fournir dans les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée. À la suite de l'adoption d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés seront comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de douze mois. De la même manière, les frais de publication différés seront différés et comptabilisés lorsque les produits tirés des médias imprimés connexes seront comptabilisés. La comptabilisation en vertu d'IFRS 15 est aussi assujettie à d'autres ajustements, notamment la comptabilisation des commissions.

D'après l'évaluation préliminaire, lors de l'application initiale d'IFRS 15 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1^{er} janvier 2017 augmentera d'environ 30 M\$, le total du passif diminuera de 1 M\$, et le déficit sera réduit d'environ 31 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 8 M\$, et une diminution correspondante sera apportée au déficit. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,31 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 23 M\$, et une réduction correspondante sera apportée au déficit.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. IFRS 9 ne devrait pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et amorti par la suite. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements au titre de la location, et ajustée par la suite pour tenir compte des intérêts et des paiements au titre de la location. Cette façon de comptabiliser est assujettie à certaines exceptions et à d'autres ajustements.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date.

Selon son évaluation préliminaire, Pages Jaunes Limitée a identifié des contrats de location, presque tous pour des locations de bureaux, dont la comptabilisation changera en vertu d'IFRS 16. La comptabilisation des actifs loués et des obligations locatives fera augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges et générera une hausse combinée correspondante des amortissements et des charges financières à la date d'application d'IFRS 16. La direction prévoit appliquer IFRS 16 de façon anticipée pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2018.

D'après l'évaluation préliminaire de la direction, lors de l'application initiale d'IFRS 16 par Pages Jaunes Limitée pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2018, le total de l'actif au 1^{er} janvier 2017 augmentera d'environ 40 M\$, le total du passif augmentera d'environ 45 M\$, et le déficit sera réduit de 5 M\$. Le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 diminuera d'environ 0,1 M\$, et un ajustement correspondant sera apporté au déficit d'ouverture. La perte de base et diluée par action diminuera de 0,01 \$. Le total de l'actif au 31 décembre 2017 augmentera d'environ 52 M\$, le total des passifs augmentera d'environ 57 M\$, et le déficit sera réduit de 5 M\$.

Modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et elles seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes évalue actuellement l'incidence qu'aura cette interprétation sur ses états financiers consolidés.

6. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de

recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de rendement, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficience et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploités par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Nous avons conclu quatre contrats de services de facturation et de recouvrement avec Bell Canada (en son nom et à titre de successeur de Bell Aliant Communications régionales, société en commandite et de MTS Inc.) (« Bell ») qui viennent à expiration le 31 décembre 2018. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. Les conventions collectives actuelles ont une durée de un an à cinq ans et expirent à des dates futures diverses. Quatre de ces conventions ont expiré et font l'objet d'une renégociation. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités. De plus, l'augmentation du pourcentage d'employés syndiqués de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Toute panne de ces systèmes pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Le 1^{er} juillet 2015, Pages Jaunes a acquis DPCF, transformant du coup la Société en un chef de file du marché immobilier numérique. En raison de cette acquisition, la Société occupe une place plus importante sur le marché des inscriptions immobilières. Les activités et la performance financière de DPCF sont tributaires de la vigueur du secteur immobilier et des changements au sein de celui-ci. Les tendances en matière d'acquisition de propriétés sont sensibles à la conjoncture économique et le nombre de transactions risque de diminuer ou d'augmenter moins rapidement en cas de ralentissement économique. Un ralentissement des activités du secteur immobilier pourrait mener à une diminution de l'achat de forfaits par les vendeurs de propriétés. DPCF est assujettie aux règlements dans le secteur de l'immobilier, qui peuvent varier de temps à autre d'une façon qui pourrait restreindre ou nuire à la capacité de DPCF à offrir ses produits et avoir une incidence défavorable sur les activités et les résultats d'exploitation de DPCF. Un ralentissement ou une perturbation du marché immobilier pourrait se traduire par une diminution de la demande

pour les produits de DPCF et nuire à ses activités ou à ses résultats d'exploitation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujetti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

Le montant de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer ou de réduire sa dette et avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Le montant de la dette de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. L'ampleur de la dette de la Société pourrait :

- augmenter la vulnérabilité de la Société aux conditions économiques difficiles et défavorables du secteur;
- contraindre la Société à affecter une portion substantielle de ses flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation aux paiements de sa dette, réduisant ainsi les fonds disponibles pour les activités, les occasions d'affaires futures ou d'autres fins;
- limiter la souplesse de la Société en ce qui concerne la planification et les mesures à prendre à l'égard des changements dans ses activités et dans son secteur;
- placer la Société dans une situation désavantageuse par rapport à ses concurrents qui ont moins de dettes;
- limiter la capacité de la Société à obtenir du financement additionnel, au besoin, pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses acquisitions, les exigences liées au service de sa dette ou pour d'autres fins.

En outre, l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables et l'emprunt garanti par des actifs contiennent un certain nombre de clauses financières et restrictives, y compris des restrictions liées à toute dette supplémentaire, au paiement de dividendes et à d'autres paiements, à l'établissement de priviléges, aux cessions-bail, aux fusions, à la consolidation et à la vente d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des sociétés liées et aux activités d'exploitation. Le manquement à ces obligations pourrait donner lieu à un cas de défaut qui, s'il n'est pas corrigé ou ne fait pas l'objet d'une renonciation, rendrait la dette visée exigible par anticipation. Si les dettes aux termes de l'acte de fiducie qui régit les billets garantis de premier rang, de l'acte de fiducie qui régit les débentures échangeables ou de l'emprunt garanti par des actifs, selon le cas, devenaient exigibles par anticipation, rien ne garantit que la Société disposerait d'assez de liquidités ou d'un accès à des capitaux pour les rembourser intégralement.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société doit, à l'heure actuelle, et pourrait être obligée, d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société. La Société verse actuellement des cotisations supplémentaires à ses régimes de retraite dans le but de réduire son déficit de solvabilité actuariel.

Les besoins de financement des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en Bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

7. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2017.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2017 et clos le 31 décembre 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.